De quoi les scandales sont-ils faits?

Autor(en): **Rayner, Hervé**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **22 (2015)**

Heft 3: **Scandale! = Skandal!**

PDF erstellt am: **27.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-650795

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

De quoi les scandales sont-ils faits?

Hervé Rayner

Longtemps objet mineur des sciences sociales, le scandale reste surtout abordé et souvent naturalisé comme la réprobation de transgressions de normes et/ou de lois, celles-ci tendant alors à focaliser l'attention des chercheurs.[1] Or, indépendamment de la réalité de ces faits que les uns qualifient de «scandaleux», un scandale prend place *si et seulement si* des acteurs mettant publiquement en cause la probité d'autrui peuvent s'appuyer sur des mobilisations prenant place simultanément dans et entre plusieurs univers sociaux, des mobilisations multisectorielles.[2] Seules capables de transformer un litige entre quelques particuliers en scandale, ces mobilisations sont assez rares car elles se heurtent aux difficultés que rencontre toute action collective, a fortiori lorsque les pratiques mises en cause bénéficient de collusions, notamment au sein des institutions qui font l'Etat. Aussi, seule une infime partie des faits supposés «scandaleux» débouche sur un scandale. Cet article entend souligner combien déplacer la focale des transgressions aux mobilisations et perceptions des acteurs facilite la prise en compte d'une propriété centrale du scandale: sa dimension émergente faite de boucles de rétroactions dont je tenterai de montrer qu'elle est liée à la variabilité des évaluations des protagonistes.

Un objet mal identifié

Configuration récurrente dans les sociétés contemporaines, les scandales et autres affaires (je ne fais pas de distinction analytique entre ces deux termes) n'en constituent pas moins un objet mal identifié par les sociologues, les politologues et les historiens, pour la plupart desquels il s'agit de controverses portant sur les frasques de personnalités, d'épiphénomènes enflés par les médias dont l'incongruité ne mériterait guère de s'y attarder. Considérés comme des épisodes secondaires comparés aux conflits sociopolitiques majeurs, les scandales semblent inclassables par rapport à d'autres objets mieux balisés: «révolutions», «crises politiques», «mouvements sociaux». Difficilement localisables, à première vue

fort dissemblables (la perception d'une grande différence phénoménale entre un «scandale littéraire» et un «scandale financier» fait obstacle à la construction de l'objet), les scandales apparaissent également éphémères, irréguliers, fuyants et donc difficilement observables. Le scandale semble encore indigne des sciences sociales et, à de rares exceptions près, il ne figure pas dans les entrées des dictionnaires de science politique ou de sociologie. La rareté des études précises et systématiques fait que nous en ignorons presque tout, en second lieu parce qu'il a d'abord et avant tout été envisagé, tant par ses protagonistes que par ses observateurs, comme la révélation d'une transgression. Ainsi, les transgressions et autres déviances tendent encore à monopoliser l'intérêt des milieux académiques et à éclipser le processus du scandale.

Un scandale peut advenir indépendamment de la réalité des «faits scandaleux» (l'accusation peut être infondée) et, la plupart du temps, des «faits scandaleux» ont lieu sans entraîner de scandale; il serait donc spécieux de lier les scandales aux transgressions. Par contre, mêler des acteurs issus de différents univers sociaux est l'une des principales propriétés des scandales. Issu des interventions de différents types d'acteur, chaque scandale se situe à la croisée de plusieurs espaces sociaux. Sans cette localisation multisectorielle, toute dénonciation en reste à l'état de litige sectoriel. Or, la façon dont les scandales sont classés, soit l'un des enjeux de lutte entre leurs participants, laquelle renvoie au type d'acteur ou de fait incriminés, peut induire en erreur: des scandales peuvent être qualifiés de «politique», «religieux», «financier», «sportif», «sanitaire», «littéraire», «sexuel», et cetera, laissant accroire à une stricte délimitation sociale. Le substantialisme nous guette à chaque fois que nous reprenons littéralement ces désignations qui reconduisent chaque scandale à une substance particulière et en occultent la dimension multisectorielle. Reprendre sans distance critique ces catégories indigènes autour de l'identité des personnes accusées ou du type de pratique qui leur est reproché empêche de saisir deux traits constitutifs des scandales: ce sont des jeux à acteurs multiples où ceux-ci s'affrontent aussi pour imposer leur définition de la situation. Si leur façon de cadrer l'enjeu n'est pas sans incidence – «affaire Kerviel» et «affaire de la Société Générale» forment une alternative pour le moins intéressée –, ces activités de cadrage ne font sens que rapportées aux autres pratiques à la base du scandale.

Dans le cas des scandales étiquetés comme «politiques», des politologues ont mis l'accent sur leur aspect stratégique, à savoir les «instrumentalisations» attribuables aux politiciens fomentateurs de scandales. Pour le dire à la manière de Clausewitz, ces derniers seraient la continuation de la politique par d'autres moyens. Saisissant le scandale comme une «forme de mobilisation politique»[3] ou comme une «forme dérivée de la compétition pour le pouvoir»,[4] ces auteurs ont tendance à le réduire à sa seule dimension politique. Dans cette perspective

politico-centrée, également prisée par des historiens («L'affaire n'est qu'un révélateur de tous les dysfonctionnements structurels du régime»),[5] la plupart des intervenants externes au jeu politique échappent à l'attention ou se trouvent relégués au rôle de faire-valoir. Or, chaque scandale dit politique advient par le truchement d'un ensemble d'intervenants sur lesquels les politiciens n'ont guère d'emprise directe. Ce dédale relationnel apparaît donc autrement plus complexe qu'un simple échange de coups entre politiciens rompus aux manœuvres déstabilisatrices. Il met aux prises quantité d'acteurs issus d'univers différents – journalistes, magistrats, avocats, intellectuels, chefs d'entreprise, policiers, militaires, membres des services de renseignement, et cetera – qui, en y prenant part, font également irruption dans le jeu politique. A ce titre, un «scandale politique» en expansion constitue une sorte d'ouverture du jeu politique soumis aux interventions d'acteurs externes, actualisant une séquence où ils s'immiscent plus qu'à l'accoutumée; c'est aussi pourquoi un important scandale transforme, plus qu'il ne reflète, la structure du jeu politique.

Dans la plupart des travaux, la confusion entre les scandales et les faits scandaleux reste patente, les termes demeurent polysémiques et les questionnements importés des luttes afférentes aux scandales. «Choc» pour la «conscience collective», le scandale est appréhendé à la fois comme un fait immoral et/ou illégal et comme le tapage qu'il occasionne. Assimilé aux réactions indignées de «l'opinion publique» à des transgressions de normes communément admises, le scandale est souvent défini comme «la soudaine découverte, avec toutes ses conséquences, par l'opinion, que des hommes politiques investis d'un mandat électif ou d'une charge ministérielle se sont laissé compromettre avec des intérêts privés dans des affaires véreuses [...] c'est le trafic d'influence qui provoque l'indignation de l'opinion [...] c'est la violation de cette règle que le scandale sanctionne».[6] Cette approche mécaniste – le scandale comme sanction de faits scandaleux – place la focale sur les transgressions dont la seule révélation provoquerait le scandale, comme si la connaissance d'une pratique jugée transgressive, illégale et/ou immorale, conduisait nécessairement à sa condamnation publique. Le scandale étant conçu comme l'indignation suscitée par la découverte d'un écart entre les normes et les pratiques, son ampleur est rapportée à celle de la déviance, comme si le «retentissement» était proportionnel à la gravité de l'outrage.[7] Ce point de vue évacue les médiations à la base du scandale: en toute logique, comportements et objets scandaleux feraient scandale. Allant de soi, le scandale «éclate» immédiatement. Des auteurs très différents ne sont pas loin de partager cette conception du scandale comme réaction réparatrice accompagnant la divulgation d'un fait jugé scandaleux.

Dans une perspective proche de la première sociologie des religions, le scandale est étudié comme un rite piaculaire capable de ressouder le groupe autour de ses

valeurs, suivant le cycle sacralisation–pollution–purification. Il remplirait une fonction salutaire de régulation sociale: en réprouvant ceux qui ont contrevenu à la morale, la collectivité rappellerait à ses membres le sens du devoir indispensable à la cohésion sociale. Sorte de sursaut collectif mettant fin à une situation anémique, le scandale procéderait d'un désordre qui, *in fine,* renforcerait l'ordre social. S'inspirant d'Emile Durkheim et de Mary Douglas, Jeffrey Alexander a interprété le scandale du Watergate comme la conjonction de cinq préconditions dont l'ultime, entendue comme un facteur précipitant, résiderait dans «les profonds processus de ritualisme – sacralisation, pollution, et purification»[8] et, à la manière d'une purge salvatrice, aurait permis à la «conscience collective américaine» de se régénérer à travers le scandale impliquant le Président. Des culturalistes aux tenants de l'analyse structurale, différents types d'auteur imputent au scandale cette propriété cathartique. Ce fonctionnalisme pointe également chez Pierre Bourdieu: «Ainsi, le scandale politique, comme révélation, par la presse, d'une transgression éthique accomplie par une personnalité éminente, rappelle à la règle du dévouement à l'intérêt général.»[9] Or, le scandale n'est pourtant pas là pour rappeler l'emprise du groupe sur ses membres, il n'a pas cette exemplarité fonctionnelle, quand bien même certains de ses participants peuvent miser sur le rappel aux normes pour mieux promouvoir les «leçons à tirer» d'une prétendue violation.

Conçu comme l'idiosyncrasie de «l'opinion» face à la mise au jour de «méfaits», le scandale est aussi abordé comme un révélateur, voire un «analyseur», des mœurs et des mentalités. A travers le comportement scandaleux défiant les valeurs d'une société et l'opprobre frappant ses auteurs, le scandale refléterait les «mentalités de son époque». Ce sont les transgressions et autres «turpitudes» d'une part, les mentalités et les idéologies d'autre part, qui retiennent l'attention. Dans le cas des travaux sur les scandales de la Troisième République en France, ce sont les accointances entre les élites politiques et économiques ainsi que l'antiparlementarisme, le populisme et l'antisémitisme qui ont été étudiés. Assimilés à des symptômes, les scandales n'intéressent les chercheurs qu'à partir de ce qu'ils révéleraient «de plus profond».[10] L'analyse de ces déviances et des valeurs et dispositions qui présideraient à leur sanction n'est pas sans intérêt, mais elle tend à éluder le processus du scandale, c'est-à-dire les évaluations et mobilisations circonstanciées qui en sont constitutives. Contre toute naturalisation, mieux vaut donc rappeler que ni l'indignation, ni la dénonciation, ni la mobilisation pas plus que la sanction, ne vont de soi.

Mobilisations et oscillations des perceptions du possible

Le scandale tient d'un enchevêtrement de prises de position interdépendantes et réversibles. Les mobilisations en sont une condition *sine qua non,* sans elles, il n'y a pas de scandale; si elles retombent, le scandale cesse. Des mobilisations peuvent engendrer des contre-mobilisations, mais la mobilisation des uns peut aussi déboucher, intentionnellement ou non, sur la démobilisation des autres. Dans l'Italie de 1993, les innombrables actions collectives qui se greffent sur les enquêtes du pool «Mains propres» annihilent les cinq partis qui avaient monopolisé le gouvernement depuis 1948, la démocratie-chrétienne, le parti socialiste, le parti républicain, le parti social-démocrate et le parti libéral, autant d'organisations imposantes qui se sont rapidement effondrées à mesure que leurs membres cessaient d'agir conjointement.

Ces (dé)mobilisations qui font et défont chaque scandale s'avèrent hautement tributaires des évaluations changeantes des acteurs: elles sont liées à la concomitance d'*oscillations des perceptions du possible.*[11] Par perceptions du possible, j'entends des évaluations immergées dans l'action, qui passent par les sens et par l'habitus d'acteurs liés les uns aux autres. Il s'agit d'opérations quasi continues de calibration (anticiper les conséquences de ses actes), à la fois filtrées et générées par des schèmes de perception pré-agencés liés à des dispositions durables et par les positions occupées dans divers univers sociaux, mais aussi par des variables situationnelles *hic et nunc.* Si l'estimation par un individu de ce qui est (in)faisable tend à le persuader ou à le dissuader de relayer une dénonciation, il en va de même pour ses interlocuteurs car chacun agit en fonction de ce qu'il perçoit de ce que font ou feront les autres, autant d'indices contextuels en puissance. L'estimation, par anticipation de ce que feront les autres, de ce qui est (in)jouable, persuade ou dissuade de prendre telle ou telle direction: «[D]éclencher une action, c'est donc en inhiber beaucoup d'autres.»[12] De par leur interconnexion, les perceptions du possible peuvent varier très vite: elles se réfléchissent. Les acteurs évoluant dans des jeux de miroir, leur contribution et leur dépendance au «contexte» (au sens qu'ils donnent à leur environnement) passent par ces jeux spéculaires: ils agissent en s'observant les uns les autres et réagissent aux fluctuations de leurs anticipations. Ma thèse principale est que l'analyse de ces variations de ce que les différents acteurs s'autorisent (et donc s'interdisent) permet de rendre compte à la fois de l'irruption, de l'ampleur et de l'extinction d'un scandale, *quel qu'il soit.* Retracer de manière détaillée les variations, parfois stupéfiantes, de la jouabilité de la dénonciation est donc central dans la compréhension du scandale, notamment pour expliquer le niveau des ruptures de collusion, crucial dans les processus de délégitimation.

Ainsi, les «scandales de pédophilie» en série qui touchent l'Eglise catholique aux Etats-Unis depuis les années 1990 ont été scandés par de fortes variations de la jouabilité de la dénonciation: longtemps impensable, puisque les victimes avaient de bonnes raisons de se sentir démunies et d'intérioriser un rapport de force défavorable (difficulté à en parler avec ses proches, absence d'avocats ou de médecins spécialisés, de collectifs de victimes ou de lanceurs d'alerte, réticence des journalistes, magistrats, policiers et élus à en faire état, et cetera), la dénonciation des abus sexuels sur mineurs commis par une partie du personnel ecclésiastique va peu à peu devenir abordable. Dans cette évolution, entrent en ligne de compte des tendances lourdes, notamment celles qui, à la croisée de la médecine, du droit, du journalisme et des luttes féministes faisant du viol puis de la pédophilie des problèmes publics, ont progressivement transformé le statut de victime, mais la dynamique impromptue du scandale y contribue aussi, quoique de manière plus abrupte.[13] En 2002, le scandale qui menace le diocèse de Boston devient le plus important de la série en cours, contraignant le pape Jean-Paul II à recevoir les cardinaux états-uniens, la conférence épiscopale réunie à Dallas à promulguer une charte sur la protection des mineurs puis le cardinal de Boston à démissionner. C'est dans cette brusque refonte du concevable voyant nombre d'acteurs cesser de garder le silence et la hiérarchie craindre pour la pérennité de l'Eglise (la multiplication des dépenses en dédommagement oblige des diocèses à se déclarer en état de faillite), que l'épiscopat confie à un célèbre institut de criminologie new-yorkais *(John Jay College of Criminal Justice)* le recensement des plaintes pour abus sexuels sur mineurs au sein de l'Eglise – soit une riposte institutionnelle à la fois typique des tentatives de désamorçage du scandale (il s'agit bel et bien de resectoriser les enjeux de lutte) et improvisée, puisqu'il n'y a pas de précédents sur lesquels s'appuyer. Quoique non exhaustif, tous les diocèses ne collaborant pas de manière égale à l'enquête qui garantissait l'anonymat, le rapport publié en 2004 permet d'objectiver les fluctuations pour le moins déconcertantes de la jouabilité de la dénonciation. Très marginales jusque là, les plaintes de ce type visant des membres du clergé (53 entre 1950 et 1959) augmentent dans les années 1980 (1146) à mesure que des mobilisations, encore locales et cloisonnées, prennent place en soutien aux victimes et que des cabinets d'avocats et des médias s'y intéressent. Cette évolution est encore plus nette entre 1992 et 1995 quand les scandales prennent de l'ampleur puis, et de manière beaucoup plus marquée, en 2002, lorsque le scandale parti de Boston devient un cas national: le nombre de plaintes (3400 soit presque autant que durant toute la décennie 1990) atteint alors un sommet (fig. 1).

Or ces très nombreuses plaintes déposées en 2002 concernent des faits survenus pour la plupart entre 1950 et 1980 (fig. 2): la plupart des victimes avaient donc longtemps jugé par trop compliqué, voire injouable, tout recours en justice, anti-

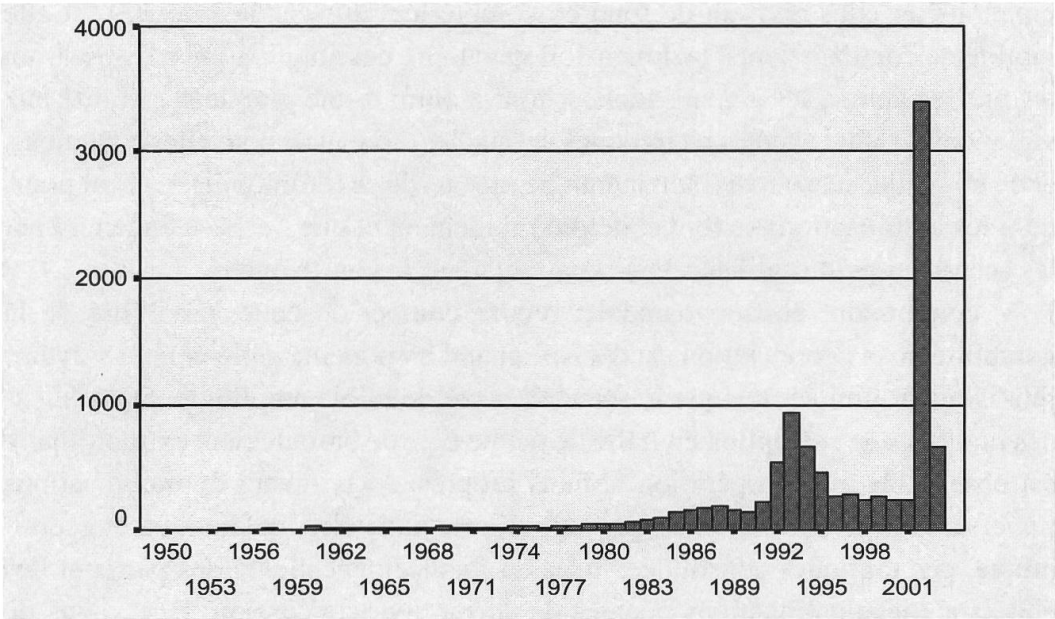

Fig. 1: *Evolution du nombre de plaintes pour pédophilie visant des membres de l'Eglise catholique aux Etats-Unis, 1950–2003. (Source: John Jay College of Criminal Justice, The Nature and Scope of Sexual Abuse of Minors by Catholic Priests and Deacons in the United States 1950–2002, New York 2004, 89)*

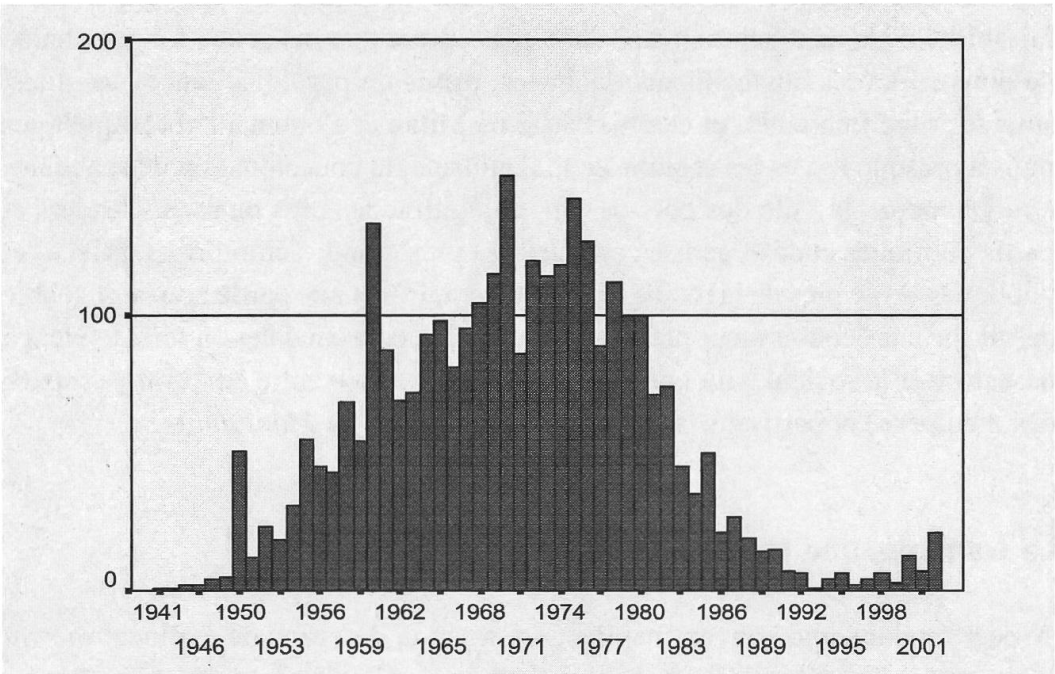

Fig. 2: *Dates des faits dénoncés par les plaintes déposées en 2002. (Source: John Jay College of Criminal Justice, The Nature and Scope of Sexual Abuse of Minors by Catholic Priests and Deacons in the United States 1950–2002, New York 2004, 89)*

cipations qu'elles révisent de fond en comble lors du scandale de 2002. Cette labilité du contexte tient à la dimension spéculaire des anticipations: s'observant les uns les autres, les acteurs sociaux font montre d'une grande sensibilité aux variations de leurs attentes réciproques, lesquelles ouvrent de nouvelles contraintes et de nouvelles ressources, soit autant de raisons de se (dé)mobiliser. C'est pourquoi les mobilisations se font et défont rapidement et que l'espace engendré par les scandales peut se dilater ou se contracter sur la courte durée.

Pour comprendre chaque scandale, rendre compte de cette variabilité de la jouabilité de la dénonciation est décisif, quand bien même celle-ci peut s'avérer relativement limitée, lorsque le scandale reste de faible amplitude. Dans le cas des pratiques de corruption en Italie, le même type de basculement extraordinaire est observable avec l'opération «Mains propres»: à la faveur de mobilisations traversant en particulier les champs politique, judiciaire, médiatique et économique, des pratiques consolidées liées au financement illégal des partis et des élus (sous les qualifications pénales de corruption, concussion, recel, abus de biens sociaux, et cetera) vont soudain sembler beaucoup plus facilement dénonçables que d'ordinaire, convaincant nombre d'acteurs hétérogènes quant à leurs dispositions sociales et leurs positions politiques de cesser de fermer les yeux. Le nombre de poursuites pénales ayant trait au financement illégal des partis (et des entreprises) augmente alors de façon vertigineuse (fig. 3). Dans de nombreux espaces sociaux entre 1992 et 1994, cette autosuggestion collective quant à la faisabilité de la dénonciation a produit une rupture de sens et une longue chaîne de nouveaux (dés)engagements: lâchages, prises de parole, alliances insolites, suicides (une trentaine), et cetera. Partie de Milan et s'étendant après quelques mois à presque toutes les régions de la Péninsule, la concaténation de scandales (*Tangentopoli,* la ville des pots-de-vin) délégitime les plus puissants leaders et partis politiques et désorganise certaines des plus grandes entreprises, privées et publiques. Avec près de la moitié des parlementaires et une partie non négligeable des dirigeants économiques placées sous enquête, ces scandales en série tendent à désectoriser la société italienne, brusquement polarisée entre adversaires («parti des inculpés») et partisans («parti des inquisiteurs») de *Mani pulite*.

Le scandale, une forme ouverte

Aspect fondamental souvent négligé, les ressorts du scandale évoluent *durant* le scandale. Se (dé)mobiliser, dénoncer ou garder le silence, faire défection ou maintenir la loyauté, nier, contre accuser ou se rétracter, toutes ces petites décisions dépendent des évaluations que leurs auteurs font de la situation. Approximatives et labiles, ces évaluations intersubjectives n'en sont pas moins cruciales

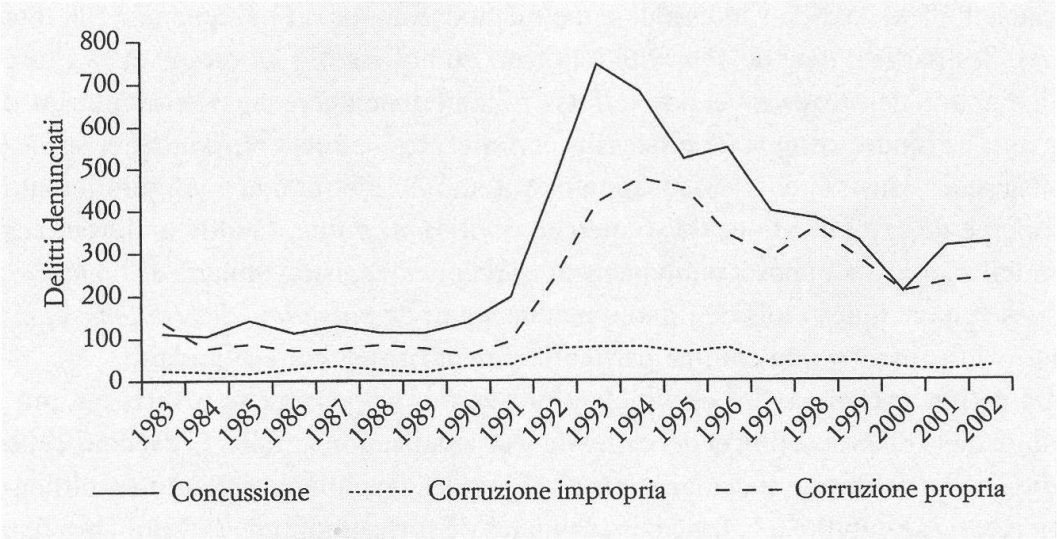

Fig. 3: *Evolution du nombre de poursuites concernant des actes liés au financement des partis et des élus. (Source: Piercamillo Davigo, Grazia Mannozzi, La corruzione in Italia, percezione sociale e controllo penale, Rome 2007, 17)*

quant aux rapports qu'entretiennent les acteurs enrôlés. Charriées par la tournure imprévisible de ces relations, de nouvelles projections convainquent les uns et les autres de se (re)positionner par rapport à une dénonciation publique, pour la soutenir ou la contrecarrer. La *dynamique du scandale* se joue dans ces micro-bifurcations.[14] Ce type d'auto-engendrement fait que chaque scandale, loin de suivre un tracé préétabli, peut être conçu comme une *forma aperta,* un processus ouvert: ses acteurs, sa localisation, sa durée, ses enjeux, ses clivages, ses rapports de force et son issue ne sont pas fixés d'avance; ils dépendent d'une intrication d'échanges de coups à l'issue incertaine et partiellement contingente. L'ampleur du scandale tient à l'amplitude des mobilisations et à celle des oscillations des perceptions du possible, deux processus corrélés puisque plus les occupants d'un espace font face aux intrusions d'acteurs externes et plus s'accroît la probabilité que leurs estimations et actions en soient affectées.

Les différents intervenants se voient contraints de s'adapter au scandale auquel ils participent et dans lequel ils sont pris, leur manière d'appréhender la situation peut varier considérablement et les faire assumer des prises de position jusqu'alors impensables ou perçues comme trop coûteuses (soutenir Alfred Dreyfus, se désolidariser de Richard Nixon, Giulio Andreotti, Lance Amstrong, et cetera): la façon dont ils évaluent la situation – les risques et les opportunités de tel ou tel coup – fluctue et, ce faisant, change la situation. A la fois produit et producteur de ces fluctuations des attentes, le scandale peut être qualifié d'émergent car son élucidation doit combiner causalité ascendante (des parties vers le tout, type de

causalité à la base de l'individualisme méthodologique) et descendante (du tout vers les parties, type de causalité à la base du holisme). L'étiologie et sa claire distinction des «causes» et des «effets» ne sont donc guère pertinentes puisqu'il s'agit de rendre compte de processus enroulés, les «effets» rétroagissant sur les «causes». Ainsi, la charismatisation d'Antonio Di Pietro, une configuration qui émerge des mobilisations de soutien au pool *Mani pulite,* facilite en retour ces mobilisations – s'opposer publiquement au premier magistrat titulaire de l'enquête, passé en quelques mois de l'anonymat au statut de *plus aimé des Italiens,* étant alors largement perçu comme particulièrement risqué, voire suicidaire.

De petites variations de ces anticipations en miroir peuvent se réverbérer, produire de la disproportion et déborder de leur localisation initiale. C'est dans cette dimension cognitive spéculaire que se logent les phénomènes d'auto-amplification et de scalabilité à la base des scandales de forte amplitude (affaire Dreyfus, *Watergate, Tangentopoli*), soit autant de concaténations transformant le contexte (ou plutôt une série de micro-contextes: dans des rédactions, directions de parti ou d'entreprise, au palais de justice, dans les cabinets d'avocats, les ministères, au sein des services de renseignement, cercles de militants, et cetera) et les structures sociales où elles se déploient,[15] ce qui les rapproche des conjonctures fluides, à savoir ces phases de désobjectivation des institutions et de désorientation des acteurs que génèrent les mobilisations multisectorielles.[16] Ces jeux spéculaires contraignent les acteurs à des réajustements en série débouchant en certaines circonstances sur des façons de faire et de voir longtemps inimaginables, formes d'autosuggestion et de réorientations qui ajoutent à l'indétermination de la situation.[17] Ces changements d'échelle se vérifient par exemple durant le scandale des fiches en Suisse; entre novembre 1989 et avril 1990, le nombre de citoyens demandant à consulter leur fiche passe de quelques centaines à 350'000, tandis que d'autres disproportions sont à l'œuvre: en à peine deux mois, 75'000 signatures sont recueillies en faveur de l'initiative populaire pour l'abolition de la police politique, le tirage du journal *Fichen Fritz* fondé par le collectif issu du scandale atteint les 300'000 exemplaires.[18]

Ces jeux spéculaires, qui président également à l'extinction des scandales, disposent d'une force sociale, au sens durkheimien: ces tendances entrant en résonance en de multiples sites sont ressenties par les individus comme contraignantes, comme s'imposant à eux du dehors. Retracer la diachronie de ces micro-ajustements et, plus généralement, la causalité en spirale des scandales, est une très lourde tâche sur le plan empirique. S'il ne m'est pas possible de préciser ici les options méthodologiques permettant de cartographier les échanges à la base du scandale et de mixer les échelles d'observation, la presse, la presse écrite en particulier, constitue de longue date une source centrale de l'étude du scandale, mais aussi, un objet, puisque c'est l'un des principaux sites où prennent place,

entre autres, les luttes pour la définition de la situation. Quant aux «réseaux sociaux» (numériques), ils s'ajoutent aux sources primaires facilitant le repérage des oscillations des perceptions du possible, à cette heureuse différence près, que des citoyens «ordinaires» y laissent plus de traces (publications horodatées consignées sur les «murs» des utilisateurs) que dans les sources de presse, habituellement centrées sur certains représentants des élites.

Une perspective relationnelle

Passer de l'objet du scandale au scandale comme objet *via* une perspective relationnelle revient à replacer ce type de dynamique dans le continuum des relations sociales: la (re)configuration du scandale consiste en une recombinaison de ces relations entre et au sein de plusieurs secteurs. Moteurs de cette dynamique, les mobilisations multisectorielles et les oscillations des perceptions du possible co-varient en faisant fluctuer la jouabilité de la dénonciation. Cette propriété émergente et non linéaire n'a rien de spécifique aux scandales, elle est commune à d'autres processus sociaux émergents produits et producteurs de boucles de rétroactions. Tournure des relations qui prévalent dans et entre plusieurs univers, un scandale qui se déploie repose sur et impulse de nouvelles façons de faire et de voir, autant de modulations qui transforment les micro-contextes et déforment, tout étant question de gradation, les structures. Cet enchaînement peut vite changer de proportions, un scandale de grande ampleur correspondant à un événement, à savoir la concomitance de fortes oscillations des perceptions du possible. Dans une approche consistant à penser ensemble perceptions, actions et structures, un événement peut ainsi être conçu comme une torsion des structures sociales.[19]

Notes

1 La bibliographie de Olivier Dard et al., *Scandales et corruption à l'époque contemporaine,* Paris 2014, reste dominée par les travaux sur la corruption tandis que les publications sur les scandales portent le plus souvent sur les faits supposés scandaleux, à savoir là aussi, des pratiques de corruption.
2 Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques,* Paris 1986.
3 Alain Garrigou, «Le Président à l'épreuve du scandale. Déstabilisation apparente et consolidation fonctionnelle», in Bernard Lacroix, Jacques Lagroye (éd.), *Le Président de la République. Usages et genèses d'une institution,* Paris 1992, 287.
4 Justin Daniel, «Les démocraties occidentales face aux scandales politiques», *Revue française de sciences politiques* 42/6 (1992), 1006.
5 Bertrand Joly, *Histoire politique de l'affaire Dreyfus,* Paris 2014, 508.
6 René Rémond, «Scandales politiques et démocratie», *Etudes* 6 (1972), 849, 852. Norberto Bobbio en donne une définition voisine: «Ce qui constitue un scandale c'est le moment pendant lequel est rendu public un acte ou une série d'actes qui jusqu'alors étaient secrets

ou cachés, et qui ne pouvaient être rendus publics parce que cet acte ou cette série d'actes n'auraient pu avoir lieu s'ils avaient été rendus publics. On songe aux différentes formes que peut prendre la corruption publique, le détournement de fonds publics, la malversation, la concussion, la prise illégale d'intérêt et ainsi de suite [...] C'est la raison pour laquelle de tels actes doivent se dérouler en secret, et, une fois rendus publics, suscitent ce trouble de l'opinion publique que l'on appelle précisément ‹scandale›.» Norberto Bobbio, «La democrazia e il potere invisibile», *Il futuro della democrazia,* Turin 1995, 93 s.

7 «Plus les conséquences de la violation des attentes se révèlent graves, plus vaste sera l'opinion publique impliquée. Les scandales et les graves crises institutionnelles ne peuvent laisser les citoyens indifférents.» Francesco M. Battisti, *Sociologia dello scandalo,* Bari 1982, 124.

8 Jeffrey C. Alexander, «Culture and political crisis: ‹Watergate› and Durkheimian sociology», in Jeffrey C. Alexander (ed.), *Durkheimian Sociology. Cultural Studies,* Cambridge 1988, 187–224.

9 Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes,* Paris 1997, 148.

10 Jeannine Verdès-Leroux, «Idéologies de classes devant ‹le Panama›: Notes pour une sociologie des scandales», *L'Année sociologique* 15 (1964), 274–308; Jeannine Verdès-Leroux, *Scandale financier et antisémitisme catholique. Le krach de l'Union Générale,* Paris 1969; Jean-Yves Mollier, *Le scandale de Panama,* Paris 1991; Pierre Birnbaum (éd.), *La France de l'affaire Dreyfus,* Paris 1994; Jean Guarrigues, *La République des hommes d'affaires (1870–1900),* Paris 1997.

11 Hervé Rayner, *Les scandales politiques, l'opération «Mains propres» en Italie,* Paris 2005.

12 Alain Berthoz, *La décision,* Paris 2003, 291.

13 Le nombre annuel des personnes condamnées en France pour des crimes rapportés à la pédophilie connaît une très forte augmentation à partir de 1986. Anne-Claude Ambroise-Rendu, *Histoire de la pédophilie XIXe–XXIe siècle,* Paris 2014, 277; Didier Fassin, Richard Rechtman, *L'empire du traumatisme, enquête sur la condition de victime,* Paris 2011.

14 Hervé Rayner, *Dynamique du scandale,* Paris 2007.

15 Rayner (voir note 11).

16 Dobry (voir note 2).

17 Pour d'autres configurations que les scandales, cf.: Timothy Tackett, *Par la volonté du peuple,* Paris 1997; Ivan Ermakoff, *Ruling Oneself Out. A Theory of Collective Abdication,* Durham 2008; Youssef El Chazli, Hervé Rayner, «Une dynamique émergente: le processus révolutionnaire à Alexandrie, janvier–février 2011», in Michel Camau, Frédéric Vairel (éd.), *Soulèvements populaires et recomposition dans le monde arabe,* Montréal 2014, 92–120.

18 Hervé Rayner, Fabien Thétaz, Bernard Voutat, «Les institutions politiques suisses à l'épreuve du scandale: le scandale des fiches», *Les Annuelles – Figures et acteurs du scandale en Suisse XIXe–XXe siècles,* Lausanne à paraître.

19 Hervé Rayner, «L'événement comme forte oscillation des perceptions du possible», in Laurent Amiotte-Suchet, Monika Salzbrunn (dir.), *L'événement en religion: ruptures historiques, constructions biographiques et mobilisations collectives,* Rennes à paraître.

Zusammenfassung

Woraus bestehen Skandale?

Lange Zeit ein unbedeutender Gegenstand der Sozialwissenschaften, wird der Skandal bis heute vor allem im Zusammenhang mit der Missbilligung von Norm- und Gesetzesverstössen thematisiert, wobei insbesondere Letztere die Aufmerksamkeit auf sich ziehen. Unabhängig von der Realität skandalöser Tatsachen entsteht ein Skandal nur dann, wenn Akteure öffentlich die Rechtschaffenheit anderer infrage stellen und sich auf multisektorielle Mobilisierungen stützen können. Der Artikel will zeigen, dass diese Mobilisierungen an das gleichzeitige Auftreten oszillierender Wahrnehmungen des Möglichen gebunden sind. Die Analyse der Variationen dessen, worauf sich die verschiedenen Akteure beziehen, erlaubt es zugleich das Auftreten, die Reichweite und das Erlöschen eines wie auch immer gearteten Skandals zu erklären. Der Skandal ist ein kontingenter Prozess, der über eine eigene Dynamik verfügt; seine offene Form kann unter gewissen Umständen die Mikro-Kontexte und sozialen Strukturen transformieren, in denen er sich ausbreitet.

(Übersetzung: Stefan Nellen)